

Mot du Pr Salim Daccache s.j., Recteur de l'Université Saint-Joseph, aux « rencontres du Rectorat » avec l'Ambassadeur de France Emmanuel Bonne, le jeudi 2 juin 2016, de 11h00 à 12h45, au CIS à la Salle du Conseil de l'USJ

Il n'est pas un secret que l'Université Saint-Joseph garde et gardera ses attaches, ses profondes attaches avec la France et la francophonie, représentée par une histoire de fortes relations qui s'étendent de la date de sa fondation en 1875 jusqu'à aujourd'hui.

Lorsque l'Assemblée nationale vota en 1883 des budgets destinés à la Faculté de médecine de l'USJ, des députés soucieux de préserver la rupture entre l'État et l'Église avaient protesté contre cette relation contre nature avec les Jésuites. Gambetta répondit qu'en matière de diffusion de la culture française, il pouvait s'allier avec le diable s'il le fallait, le diable étant les Jésuites au Liban cette fois-ci.

Jusqu'en 1975, la majorité des diplômes de l'Université étaient délivrés par l'Université de Lyon, mais dans le cadre de la réforme de l'USJ, faisant suite aux législations libanaises dans le domaine, il y eut le choix d'arrêter la diplomation française, mais l'Université donna à la langue française dans sa charte une place prépondérante. Aujourd'hui, ce sont plus de 120 conventions qui lient l'USJ à des universités françaises et les relations ne font que progresser dans le cadre de l'union francophone.

141 ans après, l'USJ garde le cap : si dans le cadre des rencontres du Rectorat elle accueille son excellence l'ambassadeur de France, elle le fait comme université qui revendique sa francophonie et ses relations privilégiées avec la France.

Monsieur l'ambassadeur Emmanuel Bonne, soyez le bienvenu en cette salle du Conseil de l'USJ devant un public partagé entre responsables, enseignants et étudiants, des anciens étudiants et des amis de l'USJ. Je ne vais pas réciter votre CV sauf que vous êtes diplômé de l'Institut d'études politiques de Grenoble et titulaire d'un diplôme d'études approfondies de science politique comparative, ancien chercheur au CERMOC (actuelle section des études contemporaines de l'IFPO) à Beyrouth, et à ce titre vous avez fait un passage à l'USJ comme ami d'un ancien enseignant de l'USJ, le martyr Samir Kassir. Vous avez été admis au concours d'accès au corps des conseillers des Affaires étrangères (Orient) en mars 2000. Votre dernier poste était à l'Elysée comme conseiller pour l'Afrique du nord et du Moyen-Orient à la cellule diplomatique de la Présidence de la République.

Il est dit de vous que vous êtes un professionnel de premier plan, vous avez notamment présenté, il y a plus de deux ans, au chef de l'État français, avant la vacance à Baabda, un rapport sur la crise présidentielle au Liban, basé sur trois approches dont la possibilité d'une prorogation du mandat du président Michel Sleiman, le recours au commandant en chef de l'armée pour diriger le pays ou l'élection d'une personnalité hors de la scène politique et qui serait consensuelle. Cette proposition portait par ailleurs l'idée que le mandat du président libanais soit écourté (de 6 à 4 ans) et renouvelable pour une seule fois.

Tout au long de votre mission auprès du président François Hollande, M. Bonne, vous avez étudié les dossiers libanais et suivi au jour le jour les développements de la situation au pays du Cèdre. Dans ce sens, vous n'avez pas hésité à prendre contact avec des dirigeants libanais de tous bords pour échanger avec eux des idées et explorer des pistes en vue de régler les crises du pays. Vous avez succédé à Patrice Paoli, dont la mission s'est achevée l'été passé.

Avant votre départ de Paris pour le Liban vous aviez déclaré en vous adressant aux Libanais réunis à l'ambassade du Liban : « Comptez sur moi et sur les autorités françaises pour être à vos côtés, et ceci est pour moi un privilège et une responsabilité. Comptez sur un ambassadeur attentif qui parlera à tout le monde afin d'agir ensemble pour consolider nos relations. »

« Le Liban continue d'être un modèle ; c'est un miracle qui vient de la volonté de gens qui veulent vivre ensemble ».